

Mardi 22 mai 2012

# l'étincelle

CTR  
Renault  
Rueil

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

## C'est quoi leur "croissance" ?

**François Hollande nous a annoncé des Etats-Unis que son nouvel ami Obama et lui étaient d'accord pour mener une politique de « croissance ». Que cela avait été le grand sujet de cette réunion du G8 qui rassemblait les chefs d'Etat des pays les plus riches. Mais attention, cette croissance devrait s'accompagner de la rigueur budgétaire et de la réduction des déficits.**

Autrement dit, le « changement », ce n'est pas vraiment maintenant ! Il va falloir, encore et toujours, payer la dette, c'est-à-dire rembourser les banques (pourtant déjà renflouées). Et pour cela réduire les dépenses publiques, et donc diminuer les frais de santé, le montant des retraites, supprimer encore des emplois, fermer des classes, des hôpitaux... Bref, toujours aux mêmes de payer.

### ***Pas un mot sur la croissance des salaires, ni des emplois !***

Et comment stimuler ce que les présidents, ministres et patrons appellent la croissance ? En créant massivement des emplois dans les hôpitaux ? Dans l'Education nationale (où Hollande s'est contenté de promettre 60 000 malheureux postes en cinq ans, pris sur d'autres postes de fonctionnaires) ? Les transports publics ? La Poste (où 50 000 postes vont être supprimés de 2010 à 2015) ? Les services sociaux ? Bien sûr que non. Cette croissance-là n'intéresse pas François Hollande. Son premier ministre vient de créer un « *ministère du redressement productif* », un nom ronflant chapeauté par Arnaud Montebourg. Mais le redressement en question, cela se fera comme toujours par des « incitations » aux entreprises.

Incitations... ou assistanat ? Il ne faut pas confondre. Les « incitations », ce sont les milliards aux banques, aux grands patrons et aux marchands d'armes. « L'assistanat », ce sont les misérables allocations aux pauvres, que l'on rétrécit régulièrement pour ne pas aggraver... le déficit.

La fameuse « reconquête industrielle » comme dit Montebourg, cela sert partout de prétexte à de nouvelles libertés pour les patrons contre les salariés, comme en Italie où au nom de la croissance, le gouvernement vient de faciliter les licenciements en supprimant une mesure du code du travail, jugée « trop contraignante » par les investisseurs.

### ***La croissance des inégalités***

Et à supposer que la croissance arrive, que ce passerait-il ? Il suffit de regarder le « modèle » allemand où il y a eu et la « croissance », et l'austérité. Avec en effet comme résultat une croissance formidable... des inégalités, de la précarité, de la misère, des petits boulots payés à un euro de l'heure.

Car la crise n'est pas pour tout le monde. Elle s'accompagne partout de cette prodigieuse croissance des inégalités et de l'injustice sociale. En Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande... Mais pas seulement. Aux Etats-Unis, où 25 millions d'emplois ont été supprimés en cinq ans, les salaires et les pensions de retraites ont été réduits, l'exploitation de ceux qui ont encore du travail s'est accrue. Même chose au Canada, où les étudiants du Québec se battent depuis des semaines contre la hausse des droits d'inscription. Même chose en Angleterre où la misère devient de plus en plus visible.

Ici, en France, de nouvelles vagues de fermetures d'entreprises et de licenciements sont annoncées. Dans les entreprises publiques, les restructurations se poursuivent avec à la clé des suppressions d'emplois massives. Si l'on a changé la photo des ministres devant les marches de l'Elysée, c'est bien la même politique qu'Hollande et son gouvernement ont l'intention de poursuivre.

**Dans de nombreux pays la colère éclate régulièrement contre les pouvoirs en place. La seule crainte des patrons et des politiciens à leur service, de droite ou de gauche, c'est que cette colère devienne une véritable explosion populaire, se propageant d'un pays à l'autre. A nous de confirmer leurs craintes. Car la croissance vue par le monde du travail, n'a vraiment, vraiment rien à voir avec celle du monde du capital.**

## La terre vue du ciel

Tavarès a annoncé en début d'année un objectif de diminution de 20 % des frais de déplacements. Sur le site de Rueil, les conséquences ne cessent de se faire sentir et certains collègues voient leur nombre de mission se réduire progressivement. C'est aussi un bon prétexte pour surveiller nos faits et gestes.

Expertiser les outillages, les approvisionnements, les systèmes de production et de qualité, toutes ces activités ne peuvent pourtant pas se faire à distance. Et ce ne sont pas ces frais qui alourdissent le budget du groupe. Par contre, quand Carlos Ghosn ou un Global Supplier Account Manager (G-SAM) se déplacent en première classe ou dans des avions en *business class* alors qu'une conférence téléphonique suffirait, est-ce vraiment nécessaire ?

## Vacances au marché noir

À mesure que l'été s'approche, de nouveaux collègues se sont vu refuser, une fois de plus, de prendre leurs congés quand ils le souhaitent, sous des prétextes divers de leurs chefs. Pourtant, un accord central de 2002 stipule que l'on peut prendre nos congés du 15 juillet au 1<sup>er</sup> dimanche de septembre. Et la DRH tolère « *par dérogation* » que 20 % des congés soient pris en dehors de cette période de référence.

Les vacances, c'est un droit du salarié qui s'applique à tous, pas une faveur que les chefs de service octroient à la tête du client.

## Lénine, revient !

L'Alliance Renault-Nissan devrait prendre le contrôle d'AvtoVAZ d'ici juin 2014 via une joint-venture avec Russian Technologies, une entreprise contrôlée par l'État russe. 750 millions de dollars seront peu à peu investis par l'Alliance avec la bénédiction de Poutine. L'Alliance contrôlera l'usine géante de Togliatti, d'une capacité de production d'un million de véhicules par an et dont les effectifs ne cessent de se réduire : 30 000 des 102 000 salariés ont déjà été mis à la porte, et la nouvelle ligne de production permettra d'en virer encore 10 000.

En Russie aussi, la conquête de nouveaux marchés se fait sur le dos des travailleurs. A quand une nouvelle révolution russe ?

## Produisons international !

La direction de Renault aime répéter que le groupe « produit français ». Une manière de flatter la xénophobie qui fleurit en période de crise. Mais rien n'est plus faux : une partie des moteurs mis au point sur le site sont fait pour Daimler, sans compter la production qui se fait au Maroc et l'ingénierie en Roumanie.

Le problème n'est d'ailleurs pas que l'on produise à l'échelle internationale : ce qui ne va pas, c'est la mise en concurrence des salariés et les bas salaires instaurés par la direction.

## Tsunami de bénéfices

Le résultat dégagé par Nissan entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2012 se traduira dans le résultat net du 1<sup>er</sup> semestre 2012 de Renault par une contribution positive estimée par Renault à 230 millions d'euros, contre 93 l'an dernier. Et Carlos Tavares qui affirmait que Renault était au bord du précipice ?!

## Nissan soigne ses actionnaires

Nissan vient de publier des résultats record pour l'année fiscale 2011 (qui se termine le 31 mars 2012 au Japon) : ventes en hausse de 16 %, bénéfice net de 3,3 milliards d'euros (+7 %)...

Pour fêter ça, Nissan va verser un dividende supplémentaire de 10 yens par action, se rajoutant aux 10 déjà versés. Les actionnaires empochent donc 83,7 milliards de yens sur l'année, soit 811 millions d'euros ! Ce n'est pas la crise pour tout le monde.

## On n'oublie pas

Jeudi dernier, la Cour d'appel de Versailles a condamné Renault pour faute inexcusable ayant mené au suicide d'Hervé, un collègue technicien qui s'était noyé dans le bassin de rétention du Technocentre en janvier 2007.

Selon les juges, « *Renault n'a pas pris les mesures nécessaires pour préserver Hervé T. du danger auquel il était exposé en raison de la pénibilité avérée de ses conditions de travail et de la dégradation continue de celles-ci* », et ils pointent du doigt les hiérarchiques d'Hervé qui « *n'ont jamais réellement cherché à améliorer ses conditions de travail et n'ont jamais contrôlé ses horaires de travail* » de 10 à 12 heures par jour en janvier 2007.

Un combat mené par la famille d'Hervé, à l'origine de la plainte, qui est toujours d'actualité.

## Une solidarité qui ne fond pas

Au bout de trois jours de grève, les salariés de la Fonderie Du Poitou Aluminium (FDPA) ont obtenu une prime extra-légale de 30 000 € au lieu des 13 000 proposés initialement par Renault, pour les 60 salariés sur 455 qui ne seront pas repris par Saint-Jean Industries. Renault, ancien propriétaire et principal client de FDPA, s'était engagé devant le tribunal de commerce à verser 2,8 millions pour cette prime, mais a affirmé ensuite que cette somme incluait la prime légale et des actions de formation.

La grève a été votée à 90 %, c'est-à-dire par les salariés non directement menacés : une solidarité qui a payé une nouvelle fois.